

A New York, Jacques Chirac plaide pour la relance du processus de paix au Moyen-Orient

19 septembre 2006 – Entamant son discours à l'Assemblée générale par la situation au Liban, le président de la France, Jacques Chirac, a plaidé aujourd'hui pour la relance du processus de paix au Moyen-Orient, « épicer de l'instabilité internationale », en proposant la tenue d'une conférence internationale qui poserait « les jalons d'un nouvel avenir ».

« Une fois encore, la guerre a embrasé le Liban, nouvelle manifestation de cet interminable conflit du Moyen-Orient qui depuis 60 ans ponctue par ses tragédies la vie de Nations Unies », a déclaré le président français, lors d'un discours prononcé à l'ouverture du débat général de la 61e session de l'Assemblée générale.

« A force d'en différer sans cesse le règlement, cet affrontement est devenu l'épicer de l'instabilité internationale, la source première de l'incompréhension entre les mondes et l'alibi facile de tous les terroristes », a-t-il poursuivi.

Jacques Chirac a appelé les Etats membres à définir « une stratégie globale, dont la clé est le règlement israélo-palestinien ». « Chacun en connaît les paramètres : la coexistence, dans la sécurité, de deux Etats viables, déjà largement admise par les deux peuples, des frontières sûres et reconnues, une solution juste pour les réfugiés, comme pour Jérusalem », a-t-il ajouté.

Convaincu qu'il n'y a pas de « fatalité » à la situation au Moyen-Orient, il a proposé la tenue d'une conférence internationale, préparée par le Quatuor, qui poserait « les jalons d'un nouvel avenir au Moyen-Orient, à travers un cadre régional de sécurité collective, l'intégration économique et le dialogue des cultures ».

« Dans cette région névralgique, où nous voyons se rejoindre les lignes de fracture du monde, le statu quo n'est plus supportable. Parce que le conflit du Moyen-Orient menace la paix et la sécurité du monde, le monde n'a d'autres choix que d'apporter sa garantie à la paix », a-t-il estimé.

Sur le dossier iranien, Jacques Chirac a réaffirmé que "le dialogue devait prévaloir". "Nous avons fait à ce grand pays des offres de coopération ambitieuses, pourvu qu'il rétablisse la confiance en suspendant ses activités litigieuses" d'enrichissement, a-t-il rappelé. Mais, selon lui, "la confiance a été altérée par l'existence de programmes clandestins".

Le président français a précisé que "notre objectif n'est pas de remettre en cause les régimes. Il est d'assurer la sécurité dans le respect du droit international et de la souveraineté de chacun".

Concernant le Darfour et la responsabilité de protéger, Jacques Chirac a exhorté la communauté internationale à "conjuré une nouvelle catastrophe humanitaire" et le Soudan à "accepter sans délai la mission de paix des Nations unies".

Il a aussi appelé la Cour pénale internationale (CPI) à rechercher activement les responsables de ces crimes.

Le président de la France a enfin appelé à la création d'une Organisation des Nations unies pour l'environnement, qui serait « la conscience écologique du monde ». A ce propos, il a annoncé que la France accueillerait l'année prochaine, lors d'une conférence internationale, « tous ceux qui veulent faire progresser ce projet capital pour l'avenir de la planète ».

Il a terminé son discours en rendant un hommage à Kofi Annan, un homme qui depuis 10 ans, « porte haut le flambeau des Nations Unies et de nos valeurs universelles ».